



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

EN 2015 NE PLUS SUBIR, AGIR ! REPRENONS L'OFFENSIVE

BULLETIN NPA

10 JANVIER 2015

A chaque nouvelle année, ses vœux. Mais dans la société d'aujourd'hui, tout le monde a bien conscience que selon la position sociale les rêves et les espoirs ne sont pas faits dans la même pâte.

Les ravages de la crise et des guerres

Des pays sont ravagés par des interventions armées des grandes puissances depuis des décennies comme en Irak, en Palestine ou en Syrie. Des milliers de réfugiés sont abandonnés dans des navires en pleine mer Méditerranée aux abords d'une Europe forteresse.

Pour des millions de salarié(e)s ici en France, l'espoir c'est de ne pas être licencié(e)s, précarisé(e)s, d'être obligé(e)s de travailler le dimanche, la nuit. Pour des millions de sans-emploi, c'est l'espoir de trouver ou retrouver un job, de ne pas être radié(e)s des listes des assurances chômage.

L'exécution des salarié(e)s et des dessinateurs de Charlie Hebdo est un crime qui nous vise toutes et tous, un crime contre la démocratie et la liberté d'expression. Il n'y a pas de réponse à la décomposition sociale dont ce crime est la dramatique expression sans combattre les politiques qui l'engendrent monstrueusement.

Les patrons et les nantis toujours plus privilégiés

Pour les patrons, les grandes fortunes du CAC 40, c'est l'espoir d'être encore mieux servis par la politique du gouvernement Hollande comme depuis 2012, de recevoir encore plus de milliards de subventions, de continuer à ne pas payer d'impôts comme Total, de pouvoir construire comme Vinci encore plus d'aéroports inutiles, de pouvoir exploiter toujours plus les travailleurs grâce à toutes les mesures antisociales comme les accords de compétitivité. 2015 s'annonce encore faste pour le patronat avec le projet de loi Macron

Une urgence s'impose : s'opposer pied à pied à la politique du gouvernement, à commencer par la loi Macron.

Ce monstre aux multiples gueules s'attaque au code du travail, à la médecine du travail, à l'inspection du travail, aux prud'hommes, à la représentation des salarié(e)s, pour en finir avec « *tout ce qui bloque,*

empêche, freine et nuit à l'égalité et au progrès » selon Hollande... En réalité pour détruire ce qui reste des protections des salarié(e)s !

La loi Macron, c'est la banalisation du travail du dimanche et de nuit, mettant fin progressivement aux compensations salariale. Il n'y a pas que les magasins qui sont concernés, mais tout le travail posté dans les usines. Les licenciements collectifs seront facilités, avec des mesures allant au delà des accords de compétitivité Renault et PSA et de l'ANI. C'est le droit du travail

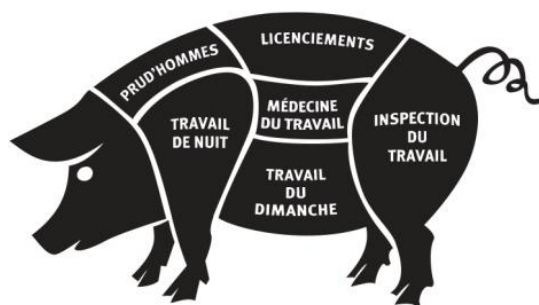
bafoué avec pleins pouvoirs laissés aux patrons pour licencier, sanctionner, muter et réorganiser.

Retrait pur et simple du projet de loi Macron

De plus en plus de voix s'élèvent contre ce projet, c'est une bonne chose. Nous disons chiche ! Chiche à l'indispensable construction unitaire d'une mobilisation, pas une mobilisation symbolique pour se dédouaner ou pour préparer les échéances électorales, une vraie mobilisation pour faire céder le gouvernement, donc des cadres de mobilisation, des centaines de militantEs qui convainquent dans les entreprises et les quartiers, un rapport de forces jusqu'au retrait pur et simple. C'est possible et cela ferait un bon début d'année !

Ici, comme en Belgique ou en Italie, en Grèce, au Portugal ou en Espagne, face à la régression sociale, l'avenir dépend de nos capacités à nous mobiliser pour changer le rapport de force.

POUR LES PATRONS,



***tout est bon
dans le Macron !***

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



85 - DEBRAYAGE CE SAMEDI A LA JANAIS

C'était ce samedi 10 janvier à l'usine de Rennes, pour dénoncer les mauvaises conditions de travail, l'amputation de la vie privée par le travail le samedi, la flexibilité et réclamer la fiabilisation de l'atelier Ferrage. 45 salariés ont tenu toute la journée en montrant une sacrée énergie et parcouru les allées du Montage et pour la 1^{ère} fois celles du Ferrage avec pour slogans «samedi travaillé, week end volé» ou «le samedi pour nos gosses, pas pour le boss».

Vraiment de quoi donner des idées

(534 signes)

84 - TOUTES ET TOUS POUR LES DROITS DES FEMMES

En 1975, les femmes se sont battues pour obtenir le droit à l'avortement et à la contraception.

Ce droit à l'avortement a 40 ans et reste fragile. Nous devons continuer à le défendre. Ce sont par leurs luttes que les femmes ont pu le conquérir. L'accès à l'avortement et les conditions dans lesquelles il est pratiqué se sont dégradés. Le démantèlement des hôpitaux, des maternités de proximité et de services considérés comme non rentables provoquent des suppressions d'emplois et une restriction de l'accès aux soins par manque de moyens humains et matériels.

**Samedi 17 Janvier 2015 Place de la Bastille
à Paris Manifestation nationale à 14h30**

(685 signes)

83 - UNE FOLIE BARBARE ET REACTIONNAIRE !

Dans le pays, partout, s'expriment l'indignation, la colère, la révolte face à l'exécution pure et simple de journalistes indépendants, libres et satiriques, anticonformistes, et la volonté de mettre à mort Charlie Hebdo. Cette attaque vise à semer la terreur contre la liberté d'expression, de la presse au nom de préjugés réactionnaires et obscurantistes.

Cette politique engendre le désespoir et la barbarie. Cette violence meurtrière et barbare ne vient pas de rien. Elle se forme au cœur de la violence sociale et morale que connaît une large fraction de la jeunesse des quartiers, la violence du racisme et de la xénophobie, des discriminations, la violence du chômage et de l'exploitation. Cette violence barbare est l'enfant monstrueux de la guerre sociale que mènent la droite et la gauche au service de la finance.

L'Union nationale appelée par Hollande et Sarkozy est un piège. Elle se fait au nom du soutien aux guerres menées par les grandes puissances dont les conséquences en Irak ou en Libye sont à l'origine de la misère et du chaos qui y règnent. Et voilà que le Front national demande à y participer ! C'est l'exploitation de l'indignation légitime qui traverse toute la population. Il faut au contraire agir pour l'union entre salariés, opprimés, exploités refusant toutes les divisions selon l'origine, et la religion ou non.

Oui, il faut s'indigner : c'est bien leur politique, la régression sociale et démocratique, la décomposition sociale dont ils sont responsables qui secrètent cette barbarie obscurantiste, cette violence abjecte qui visent à semer la terreur. Il est temps que le monde du travail, la population laborieuse reprennent l'offensive pour sortir la société de la régression, du chaos dans laquelle la politique des classes capitalistes l'entraîne
(1825 signes)

82 - MEDECINS LIBERAUX : LEUR GREVE N'EST PAS LA NOTRE

Les principaux syndicats de médecins libéraux sont en grève contre le tiers payant. Cette mobilisation est réactionnaire car le "tiers payant" permettrait au patient de ne pas faire l'avance de sa consultation, alors qu'une personne sur quatre renonce, en France, à des soins pour des raisons financières.

En refusant d'utiliser la carte Vitale, ils contraignent non seulement le malade à déboursier le prix des consultations pour être soigné(e) ... mais à attendre des semaines pour être remboursé(e). La meute qui hurle à la "prise d'otage" à chaque grève des cheminots ou des pilotes reste silencieuse cette fois-ci. Le gouvernement peut ainsi présenter sa loi de santé comme une loi "progressiste" alors que la "loi Touraine" poursuit et aggrave la privatisation et la destruction de l'Hôpital public menée par Sarkozy. Il faut en finir avec l'austérité budgétaire qui frappe l'hôpital public et imposer la gratuité des soins, remboursés intégralement par la Sécurité sociale avec la généralisation du tiers payant.

(1071 signes)

81 - REFUSONS L'EUROPE FORTERESSE

Plus de 3000 migrantEs sont morts noyéEs depuis 2014 en tentant de rejoindre l'Europe par la mer, contre 700 en 2013. Environ 130.000 migrantEs ont rejoint l'Europe en traversant la Méditerranée en 2014, 60.000 en 2013. Conséquence directe des guerres qui ravagent la Syrie, l'Irak et d'autres pays de la région. Les interventions américaines et de ses alliés européens s'y multiplient en aggravant la misère.

La France, premier pays européen intervenant dans les guerres en Afrique et au Moyen Orient, accueille moins de demandeurs(euses) d'asile que l'Allemagne : 60 000 contre 120 000. Ces migrantEs n'ont qu'un objectif, rejoindre l'Angleterre. La propagande xénophobe se fonde sur des mensonges.

Il y a vingt ans en Asie, les « boat people » reconnus comme des réfugiéEs, aujourd'hui sont traitéEs comme des délinquantEs. Plus de bateaux de la police européenne Frontex n'empêcheront pas les noyades. L'Europe forteresse ne fait qu'augmenter la misère.

(991 signes)

LE CHIFFRE : 4100 MILLIARDS

C'est en dollars, la fortune des 400 personnes les plus riches du monde. Elle a augmenté de 92 milliards l'an dernier, soit une progression de 2,3%

80 - 106 MILLIONS D'EUROS « GELES » PAR ISRAËL

C'est ce qu'Israël a gelé samedi dernier des versements de taxes collectées pour le compte de l'Autorité palestinienne. Ces taxes, reversées chaque mois, représentent près de la moitié du budget palestinien. La raison ? l'Autorité palestinienne a demandé d'adhérer à la Cour pénale internationale (CPI) Alors que même l'Europe participe financièrement à la construction des infrastructures d'un futur Etat palestinien, Israël manifeste plus de crainte de pouvoir être jugé pour crimes de guerre que du soucis de respecter le moindre accord international. Comme si les massacres opérés cet été à Gaza ne suffisaient pas.

(659 signes)

79 - TOYOTA YARIS, LA VOITURE LA PLUS PRODUITE EN FRANCE

La Toyota Yaris a été la voiture la plus produite sur le territoire français en 2014 et cela pour la troisième année consécutive. Ce modèle est produit depuis 2001 à Onnaing dans le Nord et y a été assemblé à plus de 200 000 exemplaires. Une grande partie de la production de l'usine est exportée, sur ces 200 000, seulement 27 000 ont été vendues en France en 2014. Et depuis 2013, 25 000 Yaris produites à Onnaing sont destinées chaque année au marché américain.

Dans le même temps les Smart sont produites par le groupe Mercedes à Hambach en Moselle. Plus de 10 % de la production d'automobiles en France est déjà le fait de constructeurs non français. Et Renault va assembler dans l'usine de Flins des voitures Nissan Micra dont les châssis seront produits au Mans

L'internationalisation de la production d'automobiles ne se résume donc pas pour la France aux investissements de PSA et Renault en Europe de l'Est, dans le bassin méditerranéen et dans le reste du monde. Tous les grands groupes automobiles mondialisés diversifient leurs lieux de production. Aux implantations sans frontières des constructeurs automobiles, c'est bien une solidarité internationale des travailleurs qu'il faut opposer.

(1259 signes)

78 - PSA CONDAMNE POUR 113 LICENCIEMENTS ILLEGAUX A MELUN-SENART

PSA a été condamné vendredi 19 décembre par le conseil de prud'hommes de Melun à indemniser 113 ex-salariés, leur ayant été jugé illégal. Les ex-salariés du groupe automobile vont toucher jusqu'à 20.000 euros d'indemnités. Le tribunal, saisi par les anciens salariés, a condamné PSA pour "licenciement sans cause réelle et sérieuse" ou "nullité de la rupture du contrat de travail". Les salariés toucheront néanmoins des montants inférieurs à ceux qu'ils réclamaient,

La fermeture du site de pièces détachées de Moissy-Cramayel, près de Melun-Sénart, avait été décidée en 2010 par PSA. Le groupe s'était alors engagé à revitaliser le site et à ne procéder à aucun licenciement parmi les 398 personnes, qui travaillaient encore sur place. Les promesses n'ont pas été tenues

PSA menace de faire appel ... On comprend mieux pourquoi le projet de loi Macron met en cause les prud'hommes et veut exonérer le patronat de toute mise en cause judiciaire après de telles suppressions d'emplois

(1037 signes)

77 - AUTOROUTES + POMPES A ESSENCE = POMPES A FRIC

On se souvient du coup de gueule du gouvernement contre les sociétés d'autoroutes qui s'enrichissaient sur notre dos. On allait voir ce que l'on allait voir ! Eh bien on a vu : l'Etat prévoit de prolonger de 2 à 4 ans les contrats de concession. Les sociétés d'autoroute consacreront 3,2 milliards d'€ en investissement pour des travaux, soit un gain de 4,5 € pour 1 € dépensé ! Le taux de profit de ces pompes à fric est de 20 à 24% ! Qui dit mieux ? Que ce soit

pour les autoroutes (Vinci, Eiffage, Bouygues), le carburant (Total) ou l'automobile (Renault, PSA), la socialisation de ces secteurs clés est plus que jamais une nécessité économique. Et leur expropriation sans indemnités une simple mesure de justice sociale.

(768 signes)

74 - GROUPE PSA SUPPRESSION DE 17 500 EMPLOIS EN 2015

La direction vise pour 2015 la poursuite de la délocalisation des 208 et C3, l'accélération de la sous-traitance et de la délocalisation des études et des services informatiques et, toujours et encore, des gains de productivité par la surcharge de travail de ceux qui restent. C'est pour ça qu'elle annonce 950 départs de l'entreprise (sans compter les congés seniors dont elle étend la version améliorée de Rennes à Poissy et St Ouen), bien plus qu'en 2014, et 1700 mobilités internes, ainsi que la diminution des effectifs de structure (qualité, maintenance, logistique, etc..) sur tous les sites. A Velizy et La Garenne, elle supprime la période de temps partiel et permet un passage direct en dispense d'activité.

Au total la suppression directe de 3500 postes, sans prendre en compte les intérimaires, sous traitants et emplois induits. Or pour un emploi perdu dans l'automobile, ça en fait 5 fois plus ailleurs, soit au total 17 500 ! En dix ans le groupe PSA a perdu 44 000 postes de travail passant de 128 000 à 84 000. A eux deux PSA et Renault ont supprimé 75 000 postes de travail directs donc 375 000 postes au total. Ce n'est vraiment que tous ensemble qu'on pourra les arrêter !

(1238 signes)

LE CHIFFRE : 8ème

Le magazine économique suisse "Bilan" a publié le 28 novembre la liste des plus grandes fortunes placées en Suisse. La famille Peugeot se classe 8ème fortune française en Suisse pour un montant estimé entre 1,7 et 2,5 milliards d'euros. Un classement un petit peu décevant quand on voit les efforts fournis par les salariés du groupe PSA et les 477 millions de bénéfice du premier semestre.

69 - PETITS SUISSSES ET GRANDES FORTUNES

Le magazine suisse Bilan a publié sa liste annuelle des 300 plus grandes fortunes domiciliées en Suisse. Parmi elles... 48 Français, qui cumulent 46 milliards d'euros de patrimoine placés dans ce pays. Tout ce beau monde a vu sa fortune grimper de + 4,1 % en un an. Ce n'est pas par amour de la montagne que ces milliardaires, des propriétaires de très grandes entreprises françaises comme Chanel ou Peugeot ont passé la frontière, mais pour échapper aux impôts. Ce qui n'empêche pas Hollande et Valls de faire cadeau de 40 milliards d'euros aux patrons, y compris à ces gens, avec son « pacte de responsabilité. »

(646 signes)

68 - IL Y A 40 ANS, LA LOI VEIL

La loi Veil, qui rend légale l'IVG (interruption volontaire de grossesse), a été votée par l'assemblée nationale en 1974. Un droit essentiel pour les femmes, pour leur liberté de disposer de leur corps et de leur vie.

Quarante ans après, ce droit élémentaire continue pourtant d'être menacé par des réactionnaires de tout poil, comme l'église catholique, les illuminés des « Manifs pour tous », ou encore Marine Le Pen, qui dénonçait les « avortements de confort » pendant la présidentielle de 2012 et menaçait de suspendre le remboursement des IVG. Il est aussi menacé par le gouvernement socialiste, qui le défend hypocritement mais le rend de plus en plus difficile, en fermant les centres IVG ou en les privant de plus en plus de personnels. Ce qui entraîne à nouveau des milliers de femmes à avorter à l'étranger.
(844 signes)

66 - DP ... CE ... CHSCT ...

Actuellement, le patron de toute entreprise de plus de 10 salariés doit organiser des élections de délégués du personnel. En partie protégés de l'arbitraire patronal, ces DP représentent les intérêts de leurs collègues, veillent avec l'Inspection du Travail au respect des conventions collectives, du Code du Travail et sont réunis par le patron chaque mois. De même, au-delà de 50 salariés, un employeur est dans l'obligation de constituer un CE et un CHSCT, qui contribue à la protection de la santé et de la sécurité des salariés.
(551 signes)

PAS DE « SEUILS » A NEGOCIER !

Dans ce qu'il est appelé négociation sur le dialogue social, c'est une vraie offensive que mène le Medef contre le syndicalisme dans son existence même. Les mots « négociation », « dialogue social » participent à l'enfumage. Noir sur blanc, le Medef ose présenter un texte qui prétend créer des conseils d'entreprise patronat-salariés en lieu et place des Délégués du Personnel et des Comités d'Entreprise !

Le tout sous le nez de négociateurs syndicaux qui regardent ailleurs ! Et qui reprennent des rendez-vous parce que le Medef veut enlever le morceau avant Noël, alors qu'il a fallu les rapports de force de « 36 » et « 45 » pour les arracher ... Nos outils syndicaux sont bien trop précieux. Défendons-les. Les syndicalistes qui défendent réellement les intérêts des salariés n'ont rien à faire dans cette farce de négociation.
(864 signes)

65 - A RENAULT, SYNDICATS ET SALARIÉS DANS LE COLLIMATEUR

Après les provocations de Gattaz proposant de supprimer les délégués du personnel dans les petites et moyennes entreprises, voilà que la direction de Renault veut réduire les moyens d'agir des délégués du personnel (DP) et du CE suppléants.

Le 18 novembre, la Direction des ressources humaines a annoncé son intention de supprimer leurs heures de délégation. Et pour dicter aux délégués qui pourront encore agir "sur quoi" et "comment" ils pourront intervenir, elle propose même de prendre le contrôle de la formation des futurs représentants du personnel. Renault espère ainsi en finir avec des délégués indépendants, contestant sa politique, pour mieux faire passer ses attaques contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail. C'est extrêmement grave. On est tous concernés.
(838 signes)

61 - EN 10 ANS, 75 000 POSTES SUPPRIMÉS PAR RENAULT ET PSA

Selon le journal « *Les Echos* », en dix ans seulement, Renault et PSA ont supprimé 75 000 postes de travail. Selon les chiffres publiés par ce quotidien, de 2004 à 2014, le groupe PSA a perdu 44 000 postes de travail, passant de 128 000 à 84 000. Le groupe Renault qui avait entamé ses restructurations plus tôt a perdu 31 000 emplois, passant de 76 000 à 45 000.

Ces chiffres ont été publiés le jour où la direction de PSA a annoncé 3 500 nouvelles suppressions de postes. Et encore, sans prendre en compte les intérimaires et sous traitants travaillant de plus en plus directement sur les sites des constructeurs. C'est le résultat des politiques patronales qui répartissent leur production partout dans le monde, en attisant la concurrence des uns contre les autres. S'ils répartissent la production entre pays et usines, c'est la quantité de travail qu'il faut répartir avec une réduction du temps de travail pour tous !

(974 signes)

LE CHIFFRE : 30,3%

En 2013, les rémunérations distribuées aux actionnaires ont augmenté de 30,3 %. Ce résultat place la France comme le pays d'Europe qui a versé le plus de dividendes. Et l'Europe a elle-même été la zone la plus prodigue de la planète. Cherchez l'erreur !

VIENT DE PARAITRE

UNE PARTIE DE NOTRE HISTOIRE

Entrés à l'usine de Billancourt en 1949-1950 et militants actifs de la CGT, Clara et Henri Benoist (aujourd'hui encore membre du NPA) racontent dans un livre 40 ans de luttes sociales et internationalistes chez Renault. **Clara et Henri Benoist viendront présenter leur livre le 12 Novembre à 19h à la librairie "La Brèche", 27 rue Taine 75012 Paris.** *L'Algérie au cœur-Révolutionnaires et anticolonialistes à Renault Billancourt*, 14€ 224 pages Editions Syllepse peut être acheté en ligne : www.la-breche.com

LE CHIFFRE: 25 MILLIARDS D'EUROS !

C'est ce que les patrons volent à la Sécurité sociale, chaque année. La fraude, en ne payant pas leurs cotisations, a doublé par rapport à 2007 et s'élèverait aujourd'hui à 20 ou 25 milliards: plus que le «trou» de la Sécu, qui s'élève cette année à 14,7 milliards. La fraude à «Pôle emploi» serait, elle, de 39 millions. Mais le gouvernement veut, bien sûr, fliquer d'abord les chômeurs.

Et pour illustrer :